



## **EXTRAIT**

### **Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire**

#### **DELIBERATION N° 09/2018 – 3**

**OBJET : AFFAIRES GENERALES**  
**Modification n°2 des statuts de la Communauté de Communes « Terres des Confluences »**

L'An deux mille dix-huit et le vingt-cinq du mois de septembre (25.09.2018) à 19 heures, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 19 septembre 2018, s'est assemblé à la salle des fêtes de Saint-Aignan, sous la présidence de Monsieur Bernard GARGUY, Président de la Communauté de Communes.

#### **CONSEILLERS PRESENTS :**

M. GARGUY Bernard, Président  
M. BESIERS Jean-Philippe, 1<sup>er</sup> Vice-Président  
M. HENRYOT Jean-Michel, 2<sup>ème</sup> Vice-Président  
M. BRIOIS Dominique, 3<sup>ème</sup> Vice-Président  
M. CAPAYROU Joël, 4<sup>ème</sup> Vice-Président  
Mme FORNERIS Dominique, 5<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
Mme FEAU Annie, 6<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 7<sup>ème</sup> Vice-Président  
M. BENCE Jean-Marie, 8<sup>ème</sup> Vice-Président  
Mme DELZERS Monique, 9<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
M. GIAVARINI Jean-Claude, 10<sup>ème</sup> Vice-Président  
Mme ROLLET Colette, 11<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
M. LANNES Serge, 12<sup>ème</sup> Vice-Président

M. REMIA Alex - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - M. KOZLOWSKI Éric - Mme HURREAU-SAUVET Nadia - M. PONS Michel - Mme CARDONA Muriel (à partir de la délibération n°1) - Mme CAMPOURCY Véronique - Mme TRESSENS Christiane - M. IMBERT Jean-Paul - M. BENECH Robert (jusqu'à la délibération n°2) - Mme GARRIGUES Maïté - M. CASSIGNOL Michel - Mme BAULU Maryse - Mme MAERTEN Fabienne - M. HENRYOT Jean-Luc - Mme VALETTE Muriel - M. CALVI Daniel - M. FONTANIE Pierre - M. GUILLAMAT Pierre - Mme CASTRO Marie - M. VALLES Gérard - M. CHARLES Patrice - M. JAUBERT Jacques - M. DELLAC Patrick - M. SAMAIN Hugues - M. FEGNE Jean - M. BRAS Jacques - M. DIRAT Gilberte - M. PREVEDELLO Xavier (à partir de la délibération n°1)

#### **CONSEILLERS REPRESENTES :**

Mme ROBIN Nathalie  
Mme CARDONA Muriel (jusqu'au procès-verbal)  
M. BENECH Robert (à partir de la délibération n°3)  
M. ANDRAL Maurice  
M. DUPUY Guy  
suppléant  
M. DESCAZEUX Robert  
M. GERARDIN Frédéric  
M. PREVEDELLO Xavier (jusqu'au procès-verbal)

a donné procuration à M. BESIERS Jean-Philippe  
a donné procuration à Mme BAJON-ARNAL Jeanine  
a donné procuration à M. LANNES Serge  
a donné procuration à Mme GARRIGUES Maïté  
est remplacé par M. FEGNE J.P., conseiller

est remplacé par M. VIGNAUX C., conseiller suppléant  
a donné procuration à M. BRIOIS Dominique  
a donné procuration à Mme CAMPOURCY Véronique

#### **ABSENTS EXCUSES :**

Mme GAMBARA Corinne  
M. DESQUINES Philippe

#### **ABSENTS NON EXCUSES :**

M. ANGLES André  
M. GARRIGUES Jean-Claude  
M. LAFONT Hubert  
Mme BERGE Marie-Luce

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un Secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Mme Véronique CAMPOURCY ayant obtenu la majorité des suffrages, a été déléguée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015** portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite Loi NOTRe, et particulièrement son article 64 ;

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2016-09-09-001** en date du 9 septembre 2016, portant création de la Communauté « Terres des Confluences » ;

**Vu la délibération n° 09/2017 – 1** relative à l'approbation des statuts modifiés de la Communauté de Communes « Terres des Confluences » suite à la fusion-extension opérée au 1er janvier 2017 et actualisation au regard de la loi NOTRe ;

**Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2017-12-19-002** en date du 19 décembre 2017, portant modification des statuts de la Communauté de communes « Terres des Confluences » ;

**Vu la délibération n° 11/2017 – 7** en date du 16 novembre 2017 de la commune de Castelsarrasin relative à la dénomination de la nouvelle voie « Rue des Confluences » ;

**Vu l'arrêté municipal n° 2017\_ARR\_0954** en date du 12 décembre 2017 portant numérotation de cette dernière au 636 rue des Confluences ;

**Vu l'avis favorable du bureau communautaire** du 18 septembre 2018 ;

Il est rappelé que toute proposition de modification statutaire doit être soumise à l'approbation du Conseil Communautaire. La délibération revêtue de son caractère exécutoire est ensuite transmise pour avis, aux Conseil Municipaux des Communes membres ; lesquelles doivent se prononcer dans un délai de trois mois, selon les règles de la majorité qualifiée (à défaut les votes sont réputés favorables).

La décision de modification est prise par arrêté du Préfet après transmission de l'ensemble des délibérations.

En septembre 2017, une première modification statutaire a eu lieu conformément aux exigences de la loi NOTRe de 2015 afin, notamment, d'homogénéiser les compétences optionnelles sur l'ensemble du nouveau territoire intercommunal.

La loi NOTRe prévoyait la même démarche concernant les compétences facultatives avant le 31 décembre 2018. La modification statutaire proposée porte, entre autres, sur cette homogénéisation ou restitution des compétences facultatives.

Les changements proposés portent sur les points suivants :

✎ **Concernant, tout d'abord, l'article 3 et le siège de la Communauté de Communes :**  
Le siège de la Communauté de Communes est fixé à CASTELSARRASIN (82100), 636, rue des Confluences ; il était fixé jusqu'à maintenant au 2006, route de Moissac à Castelsarrasin.

✎ **Concernant, ensuite, les compétences optionnelles** exercées par la Communauté de Communes :

Suppression de la référence à la **réalisation d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)**. En effet, l'OPAH est une action englobée dans la compétence plus générale intitulée : « Politique du logement social d'intérêt communautaire et action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ». Ainsi, lors de la définition des intérêts communautaires qui auront lieu à l'occasion d'une autre délibération avant la fin de l'année 2018, une action comme une OPAH ou autre dispositif pourra être visée.



A l'exception du dernier alinéa, cette compétence pourra être assurée au profit des Communes extérieures ou établissement par voie de convention de prestation de services ou par l'intermédiaire d'un délégataire extérieur.

• **Sentiers de randonnée et circuits d'itinérances**

Jusqu'à maintenant, les statuts ne faisaient référence qu'aux sentiers pédestres. La modification statutaire propose d'élargir à tout type d'itinérance.

« Création, aménagement et entretien des sentiers de randonnée existants et répertoriés par le Conseil départemental de Tarn-et-Garonne et tout sentier à créer en accord avec le Département et l'office de tourisme intercommunal.

**DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **approuve** la modification n°2 des statuts selon les changements proposés sur les points cités ci-dessus ;
- **mandate** le Président afin de notifier la présente délibération aux Communes membres de la Communauté de Communes afin d'examen et d'approbation desdits statuts modifiés ;
- **autorise** Monsieur le Président à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES  
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT,

B. GARGUY



Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Préfecture le : 27/09/2018

Publication le : 27/09/2018

Notification le : B.G.

Membres en exercice : .....53  
Présents : .....43  
Votants : .....47  
Adoptée à l'unanimité des votants

Concernant ensuite les compétences facultatives exercées par la Communauté de Communes :

Suppression des compétences suivantes :

- **Action sociale d'intérêt communautaire** : Cette compétence fait maintenant partie du bloc optionnel et non plus facultatif. L'intérêt communautaire sera défini à l'occasion d'un prochain projet de délibération.
- **Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels, sportifs et de loisirs d'intérêt communautaire** : Cette compétence fait maintenant partie du bloc optionnel et non plus facultatif. L'intérêt communautaire a été défini par délibération n° 07/2018 – 4 à l'occasion du conseil communautaire du 11 juillet 2018.
- **Création, aménagement, entretien et financement d'aires de covoiturage.**

Redéfinition des compétences suivantes :

- **Formations** :  
Dans les statuts jusqu'alors en vigueur, la référence à des formations post-bac était faite. Il est proposé de supprimer cette notion de post-bac et de faire référence à des formations professionnalisantes.
- **Fourrière animale intercommunale** : la rédaction suivante est proposée :  
« La Communauté de Communes gère la fourrière animale située au lieu-dit Saint-Béart à Castelsarrasin et en assume les dépenses d'investissement et d'entretien, nécessaires au respect des conditions d'accueil des animaux.  
Elle est compétente pour la garde et l'entretien des animaux errants ou saisis. Les animaux ne sont pris en charge que pendant les heures d'ouverture de la fourrière animale. Elle procède, par les moyens qu'elle estime adaptés, à la recherche des propriétaires des animaux trouvés, et à leur restitution quand ils sont réclamés.

Elle n'intervient pas pour la capture et le transport des animaux errants jusqu'à la fourrière intercommunale, y compris en cas d'animaux blessés. »

Il est précisé qu'un protocole entre communes et Communauté de Communes sera établi pour déterminer les modalités de recours à la fourrière animale, avant la fin de l'année 2018.

- **Restauration collective** : la compétence est reformulée mais la vocation reste la même : production et distribution des repas en liaison froide et matériel de remise en température :

« La Communauté de Communes est compétente pour :

La construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion de la cuisine centrale intercommunale, située à Castelsarrasin, allée des Tournesols et qui sera transférée sur la zone d'activités de Barrès 1 à Castelsarrasin ;

La fabrication des repas en liaison froide, destinés aux structures suivantes du territoire intercommunal qui le souhaitent : crèches, écoles, centres de loisirs, portage à domicile et adultes de foyers restaurants ;

La livraison des repas dans les points de distribution du périmètre intercommunal ;

Les matériels de remise en température des repas dans les points de distributions bénéficiant du service.